

Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités

Liberté Égalité Fraternité

Note de conjoncture

4ème trimestre 2023





Département de l'Isère



Chiffre d'affaires (Données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre 2023)	7	+3,1 % sur un an
Créations d'entreprises (T4 2023)	3	-0,8 % sur un an
Activité hôtelière (T4 2023)	S	-0,4 % sur un an
Autorisations de construire de logements neufs (Données cumulées de début janvier à fin décembre 2023)	4	-29,5 % sur un an
Mises en chantier de logements neufs (Données cumulées de début janvier à fin décembre 2023)	4	-19,2 % sur un an
Déclarations préalables à l'embauche (DPAE) (T4 2023)	7	+3,9 % sur un an
Emplois salariés (T4 2023)	77	+0,1 % sur un trimestre
Intérim (T4 2023)	3	-2,1 % sur un trimestre
Taux de chômage (T4 2023)	77	+0,1 point sur un trimestre
Demandeurs d'emploi inscrits à France Travail en catégories ABC (T4 2023)	7	+1,5 % sur un trimestre
Revenu de solidarité active (RSA) (Décembre 2023)	4	-1,4 % sur un an
Prime d'activité (Décembre 2023)	4	-0,9 % sur un an

Économie

En cumul, entre début janvier et fin décembre 2023, le chiffre d'affaires des entreprises est en hausse de 3,1% par rapport à la même période, un an auparavant (+6,2% à l'échelon régional). Dans les trois secteurs clés considérés, l'évolution est en hausse : +5,1% dans l'industrie manufacturière, +1,9% dans la construction et -0,8% dans le commerce et la réparation automobile (identique à celle du niveau régional).

L'investissement des entreprises est en hausse de 16,4% par rapport à la même période, un an auparavant (+10,2% à l'échelon régional).

En cumul, entre janvier et décembre 2023, l'évolution des encaissements fiscaux est contrastée : impôts sur les sociétés (-6,0%; -5,8% en région), taxe sur la valeur ajoutée (+5,5%; +4,2% en région) et taxe de publicité foncière (-17,4%; -21,6% en région).

Le montant des exportations enregistré au 4ème trimestre 2023 est supérieur de 0,1% à celui du 4ème trimestre 2022.

La fréquentation hôtelière sur un an (mesurée à partir du nombre de nuitées) a diminué de 0,4% au 4ème trimestre 2023 par rapport au même trimestre de l'année précédente (+0,5% en moyenne régionale).

Entre janvier et décembre 2023, les autorisations de construire des logements neufs ont reculé de 29,5% sur un an (-26,4% à l'échelon régional) et celles des locaux neufs ont reculé de 32,0% (-10,5% à l'échelon régional). Les mises en chantier de logements neufs ont reculé de 19,2% (-21,5% en région) et celles de locaux neufs ont baissé en moyenne de 35,6% sur un an (-21% au niveau régional).

Au 4ème trimestre 2023, le nombre de créations d'entreprises est de 5 129, en baisse de 0,8% sur un an (33 448 créations en région; -0,4% sur un an).

Intentions d'embauche et emploi salarié

Le nombre d'intentions d'embauche (Déclarations préalables à l'embauche) au 4ème trimestre 2023 est en hausse de 3,9% sur un an.

Le nombre d'emplois salariés (498 356) augmente de 0,1% (+0,1% à l'échelon régional sur le trimestre). L'augmentation globale des emplois masque des évolutions sectorielles contrastées*: baisse de 0,8% dans l'agriculture, augmentation de 0,2% dans l'industrie, retrait de 1,3% dans la construction, stabilité dans le tertiaire marchand et accroissement de 0,4% dans le tertiaire non marchand. Tous secteurs confondus, le nombre d'intérimaires est en baisse de 2,1 %.

Le nombre d'emplois salariés augmente (+0,4%) sur un an (+0,6% à l'échelon régional).

* L'intérim n'est pas considéré comme un secteur. Il est ventilé par secteur d'activité de l'entreprise utilisatrice.

Chômage

En hausse de 0,1 point par rapport au 3ème trimestre 2023, le taux de chômage s'établit à 6,2% au 4ème trimestre 2023 (6,5% à l'échelon régional, +0,1 point). Sur un an, son évolution est de +0,5 point.

Le nombre moyen de demandeurs d'emploi de catégorie A (47 220) est resté stable au 4ème trimestre 2023 après une hausse de 1,3% au trimestre précédent. En prenant en considération les personnes en activité réduite, l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits en catégories ABC (87 080 en moyenne trimestrielle) s'est accru (+1,5%).

Sur un an, le nombre moyen de demandeurs d'emploi a progressé de 1,0% pour la catégorie A et s'est accru de 0,8% pour l'ensemble des catégories ABC. Le nombre moyen de demandeurs d'emploi de longue durée (catégories ABC) a diminué de 4,2% (-3,4% en région) et leur part est passée de 42,4% à 40,3% (moyenne régionale: 42,4%).

La durée d'ancienneté moyenne d'inscription à France Travail s'établit à 507 jours (549 jours dans la région).

Prestations sociales

Sur un an, le nombre d'allocataires du revenu de solidarité active (RSA) diminue de 1,4% et celui des allocataires de la prime d'activité baisse de 0,9%.

SOMMAIRE

1	. ACTIVITE ÉCONOMIQUE
1.1 Chiffre d'affaires des entreprises	6
1.2 Investissement des entreprises	
1.3 Encaissements fiscaux	
1.4 Suivi des entreprises en difficulté	
1.5 Suivi des taux de restes à recouvrer (impayés)	
1.6 Exportations	
1.7 Conjoncture hôtelière	
1.8 Immobilier	
1.9 Créations d'entreprises	
	2. EMPLOI SALARIE
2.1 Emploi salarié (secteur marchand)	10
2.2 Déclarations préalables à l'embauche, hors intérim	
2.3 Activité partielle	
2.4 Les ruptures collectives de contrats de travail	
2.5 Licenciements économiques	
	3. CHOMAGE
3.1 Taux de chômage	13
3.2 Demande d'emploi en fin de mois	13
3.3 Part des inscriptions à France Travail suite à un contrat court (CDD, intérim)14
3.4 Durée d'inscription à France Travail	14
4.	PRESTATIONS SOCIALES
4.1 Revenu solidarité active (RSA)	15
4.2 Garantie Jeunes	
4.3 Allocation de solidarité spécifique (ASS)	16
4.4 Prime d'activité	

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

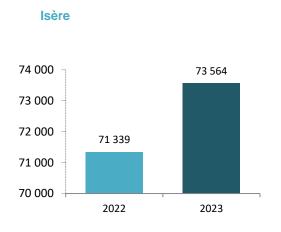
1.1 Chiffres d'affaires des entreprises (M€)

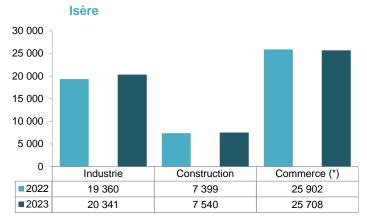
Source : DGFiP - Cumul du 1er janvier au 31 décembre 2023

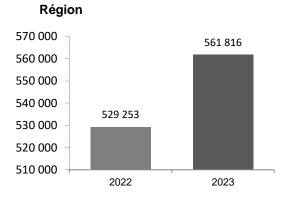
Champ : entreprises privées dont le siège est dans l'Isère pour les données départementales et en Auvergne-Rhône-Alpes pour les données régionales.

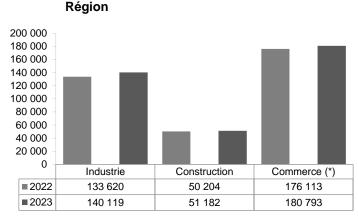
Tous secteurs d'activité confondus

Dans trois grands secteurs d'activité (M€)







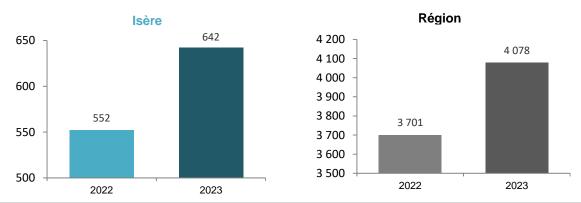


(*) Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles (GZ)

1.2 Investissements des entreprises (M€)

Source : DGFiP - Cumul du 1er janvier au 31 décembre 2023

Champ : entreprises privées dont le siège est dans l'Isère pour les données départementales et en Auvergne-Rhône-Alpes pour les données régionales.

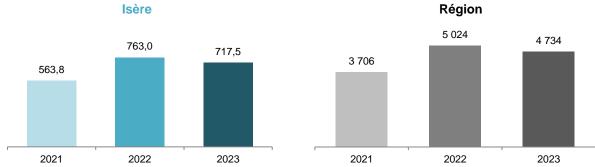


Les indicateurs de chiffre d'affaires et d'investissement (TVA déductible sur les immobilisations) correspondent aux données figurant sur les déclarations de TVA déposées par les acteurs économiques de la région et portent désormais sur la période d'activité des entreprises et non plus sur la date de déclaration auprès de l'administration fiscale (pour les années 2022 et 2023).

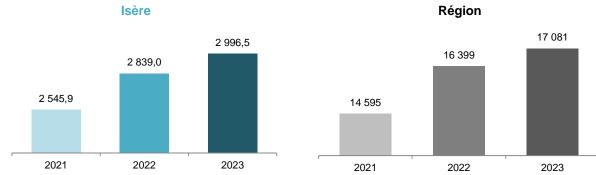
1.3 Encaissements fiscaux (hors direction des grandes entreprises) Source : DGFiP - Cumul du 1er janvier au 31 décembre 2023, en millions d'€

Les encaissements fiscaux couvrent les entreprises privées ayant leur siège dans la région Auvergne-Rhône-Alpes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 400 millions d'euros. En effet, les impôts de ces entreprises sont collectés par les DRFiP/DDFiP. Pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur, les encaissements sont directement gérés par la Direction des Grandes Entreprises (DGE) et ne sont donc pas comptabilisés ici.

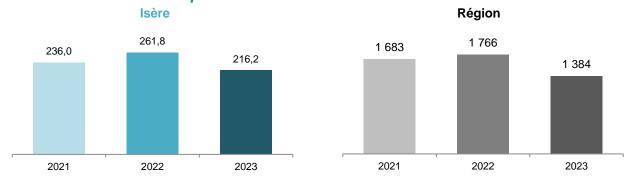




Encaissements de taxe sur la valeur ajoutée



Encaissements de taxe de publicité foncière



1.4 Suivi des entreprises en difficulté

Source : DGFiP - Cumul du 1er janvier au 31 décembre 2023

La CCSF (Commission des chefs de services financiers et des représentants des organismes de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et de l'assurance-chômage) est implantée dans chaque département et placée sous la présidence du Directeur Départemental des finances publiques. Elle regroupe les principaux créanciers publics et peut être saisie par les entreprises en retard dans le paiement de leurs impôts ou de leurs cotisations de sécurité sociale. Après l'instruction du dossier des demandeurs, un plan d'apurement échelonné ou une remise de l'ensemble de leurs dettes publiques peut leur être accordé.

Nombre de dossiers nouveaux traités par la commission des chefs de services financiers (CCSF) de la direction des finances publiques et effectifs correspondants.

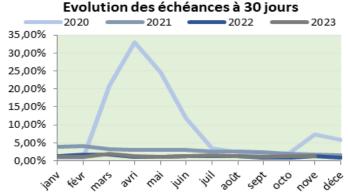
Isère Région

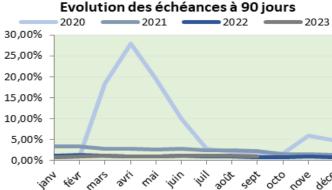
Dossiers à fin 12/2023	Effectifs salariés concernés	Dossiers à fin 12/2022	Effectifs salariés concernés
129	1646	56	1240

Dossiers à fin 12/2023	Effectifs salariés concernés	Dossiers à fin 12/2022	Effectifs salariés concernés
560	13 337	383	11 353

1.5 Suivi des taux de restes à recouvrer (impayés) Source : Baromètre de l'URSSAF Auvergne et de l'URSSAF Rhône-Alpes Cumul du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023

Données observées à fin décembre 2023	Taux en montant	Évolution 2023/2022
Échéance + 30 jours(mois de l'échéance)	1,31% (nov-2023)	+0,1 pt
Échéance + 90 jours(mois de l'échéance)	0,92% (sept-2023)	+0,1 pt





1.6 Exportations

Source : Douanes françaises

Dernières données disponibles : 4ème trimestre 2023

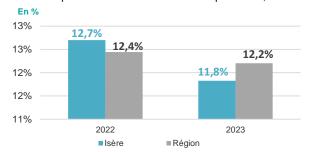
Part des exportations dans le total régional: 20,1 %



Source: DGFiP

Cumul du 1er janvier au 31 décembre 2023

Part des exportations dans le CA des entreprises: 11,8%



1.7 Conjoncture hôtelière

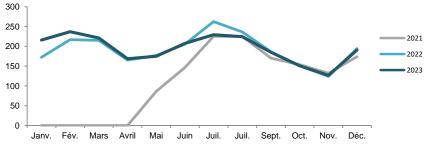
Source : Enquête hôtellerie - INSEE/DGE/Comités régionaux du tourisme

Données brutes - 4ème trimestre 2023

	T4 2022	T4 2023	Evolution annuelle (%)	
	Is	ère	Isère	Région
Nbre de nuitées (hôtellerie)	470	468	-0.4%	0,5%
% total régional	9,6%	9,5%	-0,4%	

En raison de la crise sanitaire, les données des mois de novembre 2020 à avril 2021 ne sont pas disponibles.

Evolution du nombre de nuitées dans l'hôtellerie



1.8 Immobilier

Source: SDES-DREAL-Sit@del2

Dernières données disponibles : 4ème trimestre 2023

	Is	ère	Région	
	Nombre		Nombre	
	(sur une	Evolution	(sur une	Evolution
	année	annuelle (*)	année	annuelle (*)
	glissante)		glissante)	
Logements neufs (en nombre de logements)				
Autorisations de construire	7 980	-29,5%	50 730	-26,4%
Mises en chantier	6 490	-19,2%	38 420	-21,5%
Locaux neufs (en milliers de m²)				
Autorisations de construire	621	-32,0%	4 839	-10,5%
Mises en chantier	392	-35,6%	2 651	-21,0%

^{(*) %} entre dernière année glissante et même période de l'année précédente.

1.9 Créations d'entreprises

Source : INSEE, REE (Répertoire des entreprises et des établissements)

Données brutes - 4ème trimestre 2023

	Isère		Région	
	Nombre	Evolution annuelle	Nombre	Evolution annuelle
Nombre de créations d'entreprises	5 129	-0,8%	33 448	-0,4%
Dont micro-entreprises	3 490	0,6%	21 656	2,8%

2. EMPLOI SALARIE

2.1 Emploi salarié

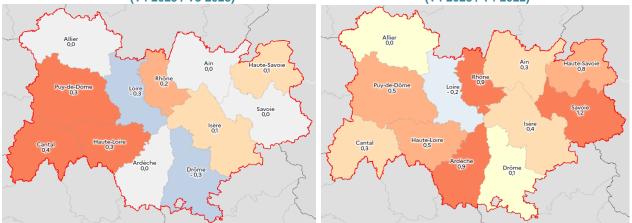
Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee - Données CVS

Dernières données disponibles : 4ème trimestre 2023

Auvergne-Rhône-Alpes: +0,1%

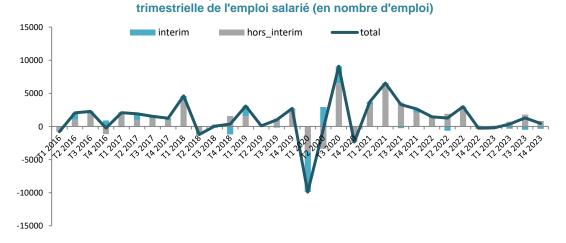
	4ème	1ème 3ème		Evolutions (en %)	
Isère	trimestre 2022	trimestre 2023	trimestre 2023	Trimestrielle	Annuelle
Agriculture	2 698	2 712	2 692	-0,8	-0,2
Industrie	91 867	92 511	92 727	0,2	0,9
Construction	34 787	34 022	33 597	-1,3	-3,4
Tertiaire marchand	218 935	220 368	220 432	0,0	0,7
Tertiaire non marchand	148 180	148 288	148 909	0,4	0,5
Total	496 468	497 901	498 356	0,1	0,4
Intérim	18 697	17 509	17 134	-2,1	-8,4
Hors Intérim	477 771	480 392	481 222	0,2	0,7

Evolution trimestrielle des emplois (en %) Evolution annuelle des emplois (en %) (T4 2023 / T3 2023) (T4 2023 / T4 2022)



Contribution de l'emploi intérimaire et hors intérimaire à la variation

Auvergne-Rhône-Alpes: +0,6%



2.2 Déclarations préalables à l'embauche, hors intérim Source : Baromètre de l'URSSAF Auvergne et de l'URSSAF Rhône-Alpes

Dernières données disponibles : 4ème trimestre 2023

Répartition et évolution des déclarations préalables à l'embauche selon la nature du contrat

		CDI		CDD courts		CDD longs		Total	
	Contrat (Hors Interim)	Niveau (en milliers)	Evolution Annuelle (en %)						
	Isère	21,6	-2,1%	70,5	7,0%	23,2	0,7%	115,3	3,9%
Ī	Région	148,1	-3,3%	463,9	4,7%	156,0	-1,6%	768,0	1,7%

Données CVS

Répartition et évolution des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) par secteur d'activité

	Secteur d'activité (hors Interim)	Nombre de DPAE* T4 2023		annuelle / T4 2022
		Isère	Isère	Région
Industrie (B à E)		4,8	-11,5%	-5,3%
Construction (FZ)		3,1	-3,7%	-8,6%
Services (G à U)		107,6	3,9%	2,3%
Dont :	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles (GZ)	11	2,0%	-1,1%
	Hébergement-restauration (IZ)	13	6,8%	0,8%
	R&D + Autres activités scientifiques et techniques (MB + MC)	12	-7,7%	2,2%
	Santé, action sociale, administration, éducation ** (QA+QB+OZ+PZ)	30,2	2,8%	3,1%

Données brutes

Attention, les chiffres du 1er tableau sont des données CVS, tandis que ceux du 2ème tableau sont des données brutes.

^{*} Données en milliers

^{**} Activités pour la santé humaine (QA) + Action sociale et hébergement médico-social (QB)

⁺ Administration publique (OZ) + Education (PZ)

2.3 Activité partielle

Source: SI APART/DSN - ASP/DGEFP/Dares

Dernières données disponibles : 1er trimestre 2023

		Nombre d'heures indemnisées en moyenne, chaque mois, au T1 2023
REGION	12 395	1 165 905
ISERE	1 215	158 045

2.4 Les ruptures collectives de contrats de travail

Source : ASP-DGEFP, SI sur les ruptures collectives de contrats de travail, Traitements DREETS ARA

Dernières données disponibles : Cumul du 1er janvier au 31 décembre 2023

Les procédures de licenciements d'au moins 10 salariés sur une période de 30 jours, dans les entreprises d'au moins 50 salariés, doivent donner lieu à un accord collectif validé par la DREETS ou à un document unilatéral de l'employeur homologué également par la DREETS.

	Nombre d'emplois concernés au début*		Nombre d'emplois concernés à la demande	
	Isère	Région	Isère	Région
Plans de sauvegarde de l'emploi	960	5 173	556	3 364
Ruptures conventionnelles collectives	143	415	128	446
Licenciements économiques collectifs de moins de 10 salariés*	932	4 590	932	4 590
Licenciements économiques collectifs de 10 salariés ou plus	559	2 390	41	132

^{*} Le nombre de ruptures de contrat de travail annoncé au début d'un dossier peut évoluer tout au long du processus de négociation.

Chiffres couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2023

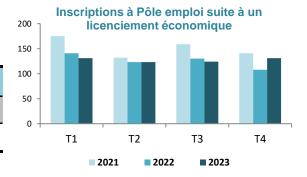
2.5 Licenciements économiques

Source : France Travail - DREETS Auvergne-Rhône-Alpes

Données en moyenne trimestrielle - Dernières données disponibles : 4ème trimestre 2023

Nombre d'inscriptions suite à licenciement économique (en données brutes)

T4 2022	T4 2023	Evolution annuelle (%)	
Ise	ère	Isère	Région
108	131	21,2	19,5



^{**} licenciements notifiés

3. CHOMAGE

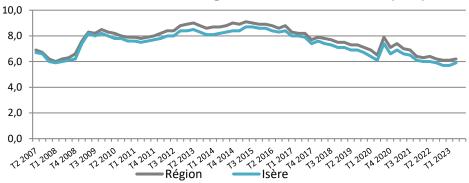
3.1 Taux de chômage

Source: Insee, CVS

Dernières données disponibles : 4ème trimestre 2023

	T4 2019	T4 2022	T3 2023	T4 2023
Isère	6,7	5,7	6,1	6,2
Région	7,1	6,1	6,4	6,5





Les chiffres du taux de chômage par département du 1er trimestre 2024 seront disponibles en juillet 2024

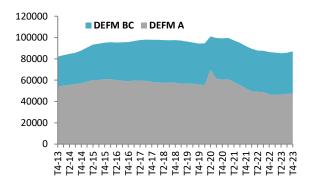
3.2 Demande d'emploi en fin de mois

Source: France Travail -Dares, STMT- DREETS Auvergne-Rhône-Alpes

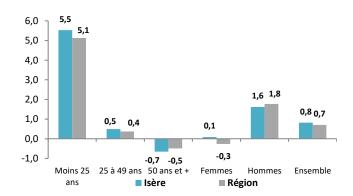
Données CVS-CJO en moyenne trimestrielle - Dernières données disponibles : 4eme trimestre 2023

A: en recherche active d'emploi, disponibles, sans emploi: 47 220 B+C: en recherche active d'emploi, en activité réduite (courte et longue): 39 860 A+B+C: en recherche active: 87 080

Nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC



Evolution annuelle (T4 2023/T4 2022) des DEFM cat. ABC en fonction du sexe et de l'âge (en %)



3.3 Part des inscriptions à France Travail suite à un contrat court (CDD, intérim) Source: France Travail -Dares, STMT- DREETS Auvergne-Rhône-Alpes

Données brutes, entrées sur le trimestre rapportées au nombre moyen de DEFM ABC sur le trimestre-4ème trimestre 2023

Données brutes (en %)	4ème trimestre 2022	4ème trimestre 2023
Isère	9,2	10,0
Région	8,9	9,2

3.4 Durée d'inscription à France Travail

Source: France Travail -Dares, STMT- DREETS Auvergne-Rhône-Alpes

Données brutes en moyenne trimestrielle - 4ème trimestre 2023

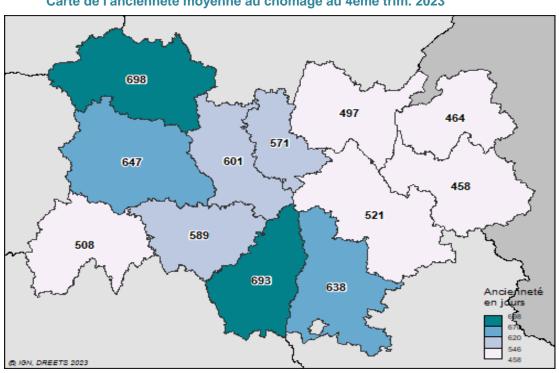
Part de la demande d'emploi de longue et très longue durée

Données CVSCJO	Isère		Région	
(en %)	T4 2022	T4 2023	T4 2022	T4 2023
Part des DELD (>=12 mois)	42,4	40,3	44,2	42,4
Part des DETLD (>=24mois)	23,9	21,4	25,9	23,4

Ancienneté moyenne au chômage

Données brutes (en jours)	4ème trim. 2022	4ème trim. 2023	Evolution annuelle (en jours)
Isère	534	507	-27
Région	577	549	-28

Carte de l'ancienneté moyenne au chômage au 4ème trim. 2023



4. PRESTATIONS SOCIALES

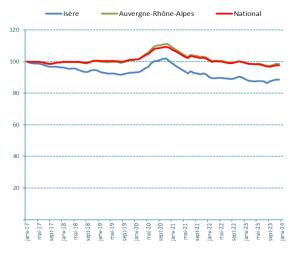
4.1 Revenu de solidarité active (RSA)

Sources: Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitement Drees; MSA; France Travail, FNA; I-Milo, traitement Dares.

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

Evolution du Nombre d'allocataires du RSA par département et par mois

Nombre d'allocataires	Isère	Région
février 2020	23 160	160 280
décembre 2022	22 250	157 500
décembre 2023	21 940	155 380
Evol annuelle décembre 2022 / décembre 2023	-1,4%	-1,3%
Evol février 2020 (début crise) / décembre 2023	-5,3%	-3,1%



Champ : tous régimes (Cnaf et MSA) Base 100 au 1er janvier 2017

4.2 Contrat d'engagement jeunes* - Stocks

Sources: Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitement Drees; MSA; France Travail, FNA; I-Milo, traitement Dares. Champ: France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de la mission locale et de l'agence France Travail

Nombre de bénéficiaires	Isère	Région
novembre 2023	2 662	17 421

^{*} Le dispositif n'existe que depuis mars 2022 (d'où l'absence de chiffres pour février 2022)

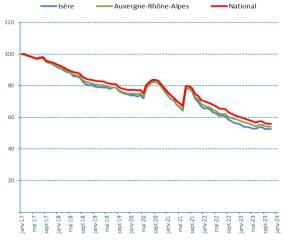
Le 1er mars 2022, le dispositif garantie jeunes a été remplacé par le contrat d'engagement jeune (CEJ). Il s'adresse sous certaines conditions aux jeunes de 16 à 25 ans et aux personnes de moins de 30 ans reconnues handicapées. Ce contrat peut se traduire notamment par des stages, des formations et un service civique. Le but est d'accéder à un emploi durable.

4.3 Allocation de solidarité spécifique (ASS)

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitement Drees; MSA ; France Travail, FNA ; I-Milo, traitement Dares. Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Evolution du Nombre d'allocataires de l'ASS par département et par mois

Nombre d'allocataires	Isère	Région
février 2020	4 000	31 860
novembre 2022	3 060	25 020
novembre 2023	2 840	22 980
Evol annuelle novembre 2022 / novembre 2023	-7,2%	-8,2%
Evol février 2020 (début crise) / novembre 2023	-29,0%	-27,9%



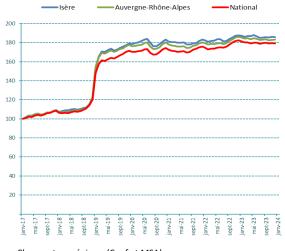
Base 100 au 1er janvier 2017

4.4 Prime d'activité

Sources: Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitement Drees; MSA; France Travail, FNA; I-Milo, traitement Dares. Champ: France, tous régimes (Cnaf et MSA).La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

Nombre d'allocataires Isère Région février 2020 77 490 512 650 décembre 2022 81 000 539 580 décembre 2023 80 270 531 100 Evol annuelle décembre -0,9% -1,6% 2022 / décembre 2023 Evol février 2020 (début 3,6% 3,6% crise) / décembre 2023

Evolution du Nombre d'allocataires de la prime d'activité par département et par mois



Champ : tous régimes (Cnaf et MSA) Base 100 au 1er janvier 2017

PS: Toutes les données 2023 sont provisoires et sujettes à révision (traitements DREES).

Directrice de la publication : Isabelle NOTTER

Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités d'Auvergne-Rhône-Alpes Service Etude, Statistique, Evaluation (SESE)

Note réalisée par Olivier JACOD (DREETS), avec la contribution de Sebastien CRESSOT (DRFIP) et des correspondants des Cellules Statistiques URSSAF

Photos sur la couverture : © Phovoir.fr; @Fotolia.com

Tour Swisslife - 1, Boulevard Vivier Merle - 69443 LYON OEDEX 03

Téléphone: 04 72 68 29 00 - Télécopie: 04 72 68 29 29

Internet: http://www.auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr

Service communication DREETS -ARA
Copyright-MNEH-©Gorodenkoff - stock.adobe.com
Copyright-MNEH-©Nordreisender - stock.adobe.com
Copyright-MNEH-©Catherine CLAVERY - stock.adobe.com



Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités



